
Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard

est historienne. Elle a notamment écrit *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier*, Éditions ouvrières, Paris, 1981.

Ouvrières : des débuts du mouvement ouvrier aux années trente

Les premiers pas des femmes dans le mouvement ouvrier à ses débuts se sont souvent faits dans la douleur. Dans cet univers structuré par les valeurs masculines, les ouvriers redoutaient la concurrence d'une main d'œuvre bon marché. Ces travailleuses reléguées dans des emplois très mal rémunérés et exercés dans des conditions très dures aspiraient pourtant à pénétrer dans le monde du travail et à participer à la lutte syndicale. C'est sur tout cela que l'historienne Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard revient dans l'entretien qu'elle a accordé à la *Revue socialiste*.

La Revue socialiste : À quoi ressemblait le monde des ouvrières durant le XIX^e siècle ?

Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard : La révolution industrielle s'épanouit dans l'industrie textile d'abord, avec ses machines, l'utilisation d'énergies nouvelles, et la concentration des ateliers. Si en France l'exode rural est tardif et lent, les femmes qui arrivent en ville y sont, comme ailleurs, happées par ces usines modernes dévoreuses de mains d'œuvre enfantines et féminines.

Elles y deviennent les auxiliaires de la machine, comme elles l'étaient des hommes dans le cadre de la proto-industrie. Aussi occupent-elles des postes de travail qui, affirme-t-on, n'exigent aucune qualification. Elles ne font qu'utiliser, dans leur activité professionnelle, des compétences jugées intrinsèquement féminines (dextérité, rapidité, méticulosité...) et naturelles qui ne sont pas le fruit d'un apprentissage ; on ne prend pas en compte que ces savoirs multiples ont été acquis progressivement en participant, depuis leur plus jeune âge, aux tâches ménagères. En échange de ce travail « sous-qualifié », elles ne touchent qu'un faible salaire que l'on pourrait déjà qualifier de « salaire

Le travail féminin par excellence est celui de l'Aiguille. Ce terme recouvre toutes sortes d'activités exercées en atelier ou à domicile. Les femmes sont couturières pour particuliers ou pour la confection, fabriquent des fleurs artificielles, travaillent les plumes. Le travail est souvent parcellisé et toujours mal payé. L'invention de la machine à coudre fait, là encore, des femmes des servantes de la machine.

En 1920-1921, les femmes sont moins à l'usine (même si avec le développement du taylorisme les OS sont nombreuses, on leur préfère souvent les étrangers, Polonais, Italiens), et se retrouvent davantage dans le secteur tertiaire. Les nombreux emplois qui leur sont ainsi proposés, offrent des conditions de travail proches de celles de l'ouvrière, cadences rapides (pensons aux « demoiselles des téléphones »), aucune initiative, aucune reconnaissance sociale, standardistes, vendeuses de magasins à succursales multiples.

d'appoint » venant compléter celui d'un père, d'un frère, d'un mari. Les ouvrières d'industrie, à l'atelier ou à domicile, ne sont pas les seules travailleuses manuelles de nos villes. Il faut compter avec toutes celles qui sont au service du corps des autres : blanchisseuses – à Paris, au tournant du siècle, il existe d'énormes lavoirs industriels –, repasseuses, « petites bonnes »... Mais le travail féminin par excellence est celui de l'Aiguille (qui lui encore est considéré comme naturel aux femmes). Ce terme recouvre toutes sortes d'activités exercées en atelier ou à domicile. Elles sont couturières pour particuliers ou pour la confection, fabriquent des fleurs artificielles, travaillent les plumes. Le travail est souvent parcellisé et toujours mal payé. L'invention de la machine à coudre fait, là encore, des femmes des servantes de la machine. Commençant à travailler très jeune – dès dix ans avant l'adoption des Lois Ferry, puis ensuite à la sortie de l'école obligatoire – les ouvrières continuent fréquemment à être actives au lendemain de leur mariage et même après la naissance des premiers enfants, ne s'arrêtant que quand ceux-ci sont assez grands pour apporter à leur tour un salaire au foyer où, alors, la mère, en entretenant la force de travail de toute la famille, est plus utile qu'à l'atelier. À la fin du XIX^e siècle, les emplois industriels « féminins » se diversifient. Des femmes travaillent dans les industries alimentaires – les sardinières de Douarnenez, prolétariat féminin misérable, retrouvent leur dignité dans une longue grève en 1905, prélude d'une autre grève célèbre

en 1924 –, dans les industries chimiques, dans les industries mécaniques. Tous ces métiers s'exercent dans des conditions très dures : chaleur, humidité, saleté, cadences rapides. Il faut ajouter que règne dans les ateliers de femmes une discipline très rude de tous les instants, dont une caricature est fournie par « les couvents industriels » nombreux sous le Second Empire.

Certes la Première Guerre Mondiale permet aux femmes d'occuper des emplois, des postes industriels dits « masculins », mais avec la paix retrouvée, la plupart d'entre elles doivent, soit regagner leur foyer, soit retrouver leurs travaux traditionnels, montrant ainsi qu'elles n'étaient que des remplaçantes. La guerre cependant a apporté des changements, les patrons de la métallurgie fine par exemple ont constaté que les femmes pouvaient être de « bons ouvriers », capables, comme dans leur cuisine, de plusieurs gestes à la fois : avec une main, elles attrapent un objet, tandis qu'avec l'autre, elles gèrent le passage de la chaîne. De leur côté, les « petites bonnes » découvrant que la condition ouvrière était moins aliénante que la leur ont définitivement abandonné leur cuisine. Après avoir diminué, le nombre des femmes actives augmente à nouveau en 1920-1921, retrouvant le niveau de 1914. Les femmes sont moins à l'usine – même si avec le développement du taylorisme les OS sont nombreuses, on leur préfère souvent les étrangers, Polonais, Italiens –, et se retrouvent davantage dans le secteur tertiaire. Les nombreux emplois qui leur sont ainsi proposés, offrent des conditions de travail proches de celles de l'ouvrière, cadences rapides (pensons aux « demoiselles des téléphones »), aucune initiative, aucune reconnaissance sociale, standardistes, vendeuses de magasins à succursales multiples, etc. Avec la crise de 1929, on verra à nouveau en elles des « voleuses d'emploi ».

L. R. S. : Quelle était la place des femmes dans le mouvement ouvrier français à ses débuts ?

M-H. Z-H. : La société française du XIX^e siècle est bâtie autour de deux polarités : privé/public,

homme/femme. Cette construction idéologique n'est pas seulement le fait de la bourgeoisie, mais imprègne aussi le monde ouvrier qui résiste à la perspective d'une émancipation féminine par le travail professionnel, pas seulement par peur de voir les femmes se transformer en concurrentes. En outre, les ouvriers expriment le souhait – contre lequel il faut se garder d'un jugement moral – que leurs épouses restent des ménagères tant ces dernières occupent une place centrale dans le bon fonctionnement de la famille, autre valeur ouvrière. Si hier comme aujourd'hui, être ménagère signifie effectuer un certain nombre de tâches indispensables au confort de la famille ouvrière, autrefois ces tâches diverses, qui n'ont rien à voir avec « faire le ménage », ce que négligeait alors la plupart des ouvrières, demandaient un temps considérable et une force physique non négligeable. L'entretien du linge, qui beaucoup plus que l'entretien d'un logement étroit, est au centre du travail féminin au foyer en est le meilleur exemple : il faut aller au lavoir ou porter de lourdes lessiveuses, repasser, ravauder, faire du neuf avec du vieux. Faire le feu n'est pas une mince affaire : en ville, après avoir monté dans les étages le bois ou le charbon, il faut reprendre l'escalier pour se débarrasser des cendres. Des vêtements propres et soignés, un repas abondant, ce qui semble indispensable pour conserver une vie digne repose sur un énorme travail féminin.

Voilà, ce qu'il ne faut pas négliger pour comprendre la place des femmes dans ce mouvement ouvrier naissant, pas plus qu'il ne faut oublier que ce mouvement dans lequel les femmes vont peu à peu essayer de se faire une place est un monde d'hommes, marqué d'abord par la tradition et l'esprit du Compagnonnage. Même après le vote de la loi Le Chapelier, cet univers masculin, dessiné par la division sexuelle des tâches, reste une référence pour l'imaginaire collectif des travailleurs. Lorsque le compagnon accomplissait son Tour de France d'atelier en atelier, il trouvait le soir le gîte et le couvert à l'auberge du Compagnonnage dirigée par

une « Mère », garante du bien-être et de la morale. Cet héritage du passé, vu comme exemplaire, conforte l'image de la femme que nous avons évoquée : épouse, mère, elle est valorisée dans la sphère domestique, mais n'accède pas à la sphère publique. Garante d'un minimum de bien-être pour chacun, elle transmet par sa présence auprès des enfants une morale de classe. Dans le même état d'esprit, les ouvriers organisés seront dans un premier temps hésitants, sinon hostiles face à l'école publique qui dispenserait une morale bourgeoise. Le mouvement ouvrier trouve ses racines aussi au sein des mutuelles. Très tôt tolérées par le pouvoir, elles se transforment peu à peu en sociétés de résistance. Mais les mutuelles touchent principalement les secteurs qualifiés qui sont l'apanage des hommes, les cotisations sont élevées, trop pour des « salaires d'appoint ». Quand quelques adhérentes sont accueillies, on leur reproche de vider les caisses avec leurs accouchements multiples. Dans la première moitié du XIX^e siècle, des personnalités féminines surgissent, pour disparaître très vite des mémoires, les premières Saint-Simoniennes, après 1830, tentent d'organiser les travailleuses ; Flora Tristan meurt à la tâche en 1844 en tentant de créer à travers la France une Union ouvrière.

L. R. S. : *De quelles manières les ouvrières ont-elles participé aux luttes sociales ?*

M-H. Z-H. : Sous le Second Empire, le mouvement ouvrier pourchassé d'abord, puis juste toléré, commence à être fortement influencé par Proudhon dont on peut caricaturer (à peine) la

Lorsque le compagnon accomplissait son Tour de France d'atelier en atelier, il trouvait le soir le gîte et le couvert à l'auberge du Compagnonnage dirigée par une « Mère », garante du bien-être et de la morale. Cet héritage du passé, vu comme exemplaire, conforte l'image de la femme que nous avons évoquée : épouse, mère, elle est valorisée dans la sphère domestique, mais n'accède pas à la sphère publique.

pensée, en ce qui nous concerne, par le choix qu'il laisse aux femmes d'être « ménagères ou courtisanes ». Cependant des dirigeants ouvriers influents, comme le relieur Eugène Varlin, affilié à l'Internationale qui sera victime de la répression versaillaise, affirme leur droit au travail, à l'action syndicale. Il fonde avec Nathalie Le Mel le syndicat des relieurs et des relieuses. Laminé par la répression le mouvement ouvrier (on ne distingue pas alors les partis des syndicats) renaît lentement à la fin de la décennie 1870. En 1878, au congrès de Lyon, une ouvrière, Marie Finet déclare : « La femme doit-elle travailler ? Oui, même sans nécessité absolue, elle doit travailler pour être libre, pour être indépendante pour être l'égale de l'homme. » Le grand congrès de Marseille, en 1879, sous l'influence d'une féministe Hubertine Auclert, intègre à son programme l'affirmation des droits politiques, civiques et sociaux pour les femmes, et celui d'être partie prenante du mouvement ouvrier : « Les hommes les admettent dans leurs réunions, cercles d'étude, comités électoraux où elles auront voix délibératives ».

Puis toutes ces belles proclamations semblent être oubliées. Après le vote de la loi de 1884, le syndicalisme devenu légal s'interroge à nouveau sur la légitimité du travail professionnel des femmes mariées, sur l'opportunité d'ouvrir aux travailleuses les portes des syndicats. La tradition anarcho-syndicaliste n'a pas une position très tranchée, laissant aux fédérations, aux syndicats une grande liberté. Certains conservent une position de type proudhonien : interdiction du travail professionnel,

Après le vote de la loi de 1884, le syndicalisme devenu légal s'interroge à nouveau sur la légitimité du travail professionnel des femmes mariées, sur l'opportunité d'ouvrir aux travailleuses les portes des syndicats. La tradition anarcho syndicaliste n'a pas une position très tranchée, laissant aux fédérations, aux syndicats une grande liberté.

avec quelques petites entorses au principe : pour les célibataires - mais avec une bonne organisation de la société, le célibat doit disparaître -, et pour les veuves. C'est la position d'un grand nombre de travailleurs du Livre. Jusqu'à 1914, ils ne veulent pas de femmes, même payées au même tarif qu'eux et même syndiquées, d'ailleurs ils n'en veulent pas du tout dans leur syndicat. Pour d'autres la femme doit travailler dans la société présente : c'est indispensable pour vivre et pour développer chez elle une conscience de classe. Il faut donc la pousser à se syndiquer - mais après le Grand Soir, les femmes retrouveront leur vrai place au foyer. Pour ceux qui sont le plus proches d'un certain marxisme de type guesdiste, tout être humain pour être intégré à la société doit être un producteur et un acteur social. Si en 1895 lors de la naissance de la CGT, il semble que, sauf exception, les ouvriers organisés se soient résignés à accepter le travail professionnel féminin, ils veulent toujours le réglementer ; d'une part pour protéger la vie familiale (c'est l'argument avancé pour obtenir la Semaine Anglaise, les épouses pourront le samedi après-midi s'occuper de leur famille), d'autre part pour se protéger de la concurrence féminine (« A travail égal, salaire égal », les ouvrières ne seront pas des voleuses d'emploi). Le syndicat leur sera alors ouvert, on glorifie d'ailleurs les femmes dans les mouvements sociaux.

Quand on parle de syndicalisme féminin, il ne faut pas négliger celui qui se réclame du christianisme. Il regroupe, avant 1914, surtout des employées du secteur tertiaire, des dactylos, des sages-femmes. Cependant, les ouvrières, notamment celles de l'Aiguille, de l'industrie textile, ne sont pas absentes de ses rangs. Ces syndicats, souvent fondés par des membres de l'Eglise, sont essentiellement des sociétés d'entraide, de placement, de formation professionnelle, qui veulent se démarquer du syndicalisme de lutte des classes, refusant entre autres le recours à la grève. Dans l'action pourtant, militantes souvent célibataires, apprennent à s'organiser entre elles, à définir des lignes de combat,

bien que prises dans certaines contradictions, par exemple suivant la ligne de l'Église, elle s'opposent au travail des mères de famille, alors que sur le terrain, elles les syndiquent. En 1919, elles jouent un rôle capital dans la fondation de la CFTC.

Sous la Troisième République, avant 1914, le mouvement féministe est actif, il conseille aux ouvrières de se syndiquer et dans certains cas encourage lui-même la naissance des syndicats. Ainsi Marguerite Durand, fondatrice de La Fronde, journal écrit et composé uniquement par des femmes, favorise-t-elle la création de quelques petits syndicats féministes, soit pour combler un vide, soit parce que les syndicats CGT de la branche concernée, sont violemment antiféministes. En 1913, Louis Couriau, typographe et syndicaliste, conseille à sa femme Emma, typote elle aussi et payée au tarif syndical, d'adhérer à la section lyonnaise de la fédération du livre CGT. En réponse celle-ci radie le mari pour avoir permis à son épouse de travailler dans l'imprimerie. Ce syndicat féministe est donc rendu nécessaire, et son existence met en lumière un problème. Les ouvrières réclament légitimement le droit au travail, si les syndicats d'hommes le leur refusent elles se passent d'eux, parfois

Sous la Troisième République, avant 1914, le mouvement féministe est actif, il conseille aux ouvrières de se syndiquer et dans certains cas encourage lui-même la naissance des syndicats. Ainsi Marguerite Durand, fondatrice de La Fronde, journal écrit et composé uniquement par des femmes, favorise-t-elle la création de quelques petits syndicats féministes, soit pour combler un vide, soit parce que les syndicats CGT de la branche concernée, sont violemment antiféministes.

en contradiction avec leurs intérêts : en 1901, lors d'une grève menée par la puissante Fédération du Livre, à l'imprimerie Berger-Levrault de Nancy, des ouvrières « briseuses de grève » avaient été embauchées avec de bonnes conditions de travail, et de bons salaires « pour des femmes ». Elles étaient pour certaines des « syndicalistes Marguerite Durand ». Ces quelques exemples, et le rôle joué par des institutrices féministes et syndicalistes poussa la CGT à la veille de 1914 à se poser plus sérieusement « la question des femmes », en même temps que la SFIO tentait, sans beaucoup de succès, de les organiser de façon spécifique.